

D 753 PÉROU: CONFLITS EN MILIEU RURAL

Le récit ci-dessous est un document d'actualité: il raconte comment un conflit récent entre paysans sur un problème de pâturages dégénère en opération de police et en razzia sur un village. C'est aussi un document ethnographique donnant la mesure des mentalités rurales, des stratifications sociales antagoniques entre Indiens et métis, du comportement des pouvoirs locaux (administration et police principalement) et du climat de violence réelle et potentielle dans un milieu donné: en l'occurrence le district rural de Phara, sur l'Altiplano péruvien, dans le Sud andin. On verra aussi dans ce document le rôle critique que joue l'autorité ecclésiastique, puisque c'est l'évêque d'Ayaviri qui rédige ce rapport; le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est guère tendre pour les autorités civiles et policières. C'est une attitude grosse de conflits à venir, comme dans la prélature voisine de Juli (cf. DIAL D 752).

Note DIAL

## CHEQANI 1981: DU SANG ET DES LARMES

(Intertitres de DIAL)

Le district de Phara, dans la province de Sandia, regroupe les communautés paysannes suivantes: Tolgodere, Cullucachi, Comunidad, Qhawichafia et Cheqani; Apuruma est une mine dont la population est occasionnelle. Dans ce rapport, la communauté de Cheqani est au centre des événements.

(Situation géographique et humaine)

De Cheqani on parvient à Phara, le chef-lieu de district, après quatre heures de marche et après avoir passé le col de Chirunsani, à 4.300 mètres. Cheqani est une terre chaude où on cultive le maïs, tandis que les autres communautés de Phara sont situées en altitude et cultivent la pomme de terre. Avec ses deux cents familles, Cheqani est une communauté dynamique, aspirant même à devenir chef-lieu d'un nouveau district. C'est l'aspiration des nombreuses agglomérations qui se développent et qui supportent mal le centralisme des autorités du district; mais c'est aussi la raison de l'animosité de ces dernières qui se refusent à perdre de leur influence.

Parce qu'éloignée de Phara, Cheqani était considérée comme une communauté de gens retardés, les "Indiens" que les autorités de Phara estimaient être à leur service, des Indiens soumis et modestes, une main-d'oeuvre bon marché. Mais voilà que, depuis quelques années, les habitants de Cheqani ne font plus cas de ceux de Phara: ils réclament leurs droits; ils parlent d'égal à égal;

ils ont ouvert leur propre route, qui rejoint directement la route principale sans passer par Phara ni par Limbani, ce qui leur donne une ouverture sur l'Altiplano comme sur tout le Pérou. Ils sont devenus indépendants! Les habitants de Phara et de Limbani ont vu avec désagrément leur échapper une main d'oeuvre bon marché: ceux de Cheqani sont des "arrogants". Les gens peu cultivés, voire même rétrogrades, pardonnent difficilement qu'on leur enlève des privilèges acquis, lesquels sont tout simplement des abus.

Le district de Limbani est limitrophe de celui de Phara. A Limbani il y a une succursale de la Banque Minero et un poste de garde civile. La communauté de Huancasayani a une certaine importance.

Les communautés de Phara vivaient en relative harmonie. Les villages s'adonnaient à l'élevage, à la culture de la pomme de terre ou du maïs, à l'orpailage; ils ont leurs entrées dans la forêt de l'Inambari.

#### (L'occasion du conflit)

Cependant, près du col de Chirunsani, un certain Nicolás Oscalla Ramos, personnage ambitieux, semait la zizanie parmi les habitants de Cullucachi, de Comunidad et de Cheqani. En compagnie de Saturno Larico Puma, son compère (1), et de Ignacio Casas Chahuara, gendre de ce dernier, Nicolás Oscalla était à la tête d'un groupe important fait de membres de sa famille et de partisans dont les ramifications s'étendaient dans les villages et les districts. Des plaintes s'élevaient contre eux car ils avaient l'habitude d'attacher les animaux des villageois, s'opposaient au ramassage du bois et interdisaient l'utilisation des eaux du lac. Dernièrement, certains d'entre eux se sont mis à distribuer des cadeaux et à prendre les autorités par surprise. Ce sont des gens redoutables par leur manière de mettre leurs adversaires en procès et de semer la division entre les habitants.

Près du col, la communauté de Cheqani est propriétaire des pâturages de Qespiqalani. Ce qui est parfaitement reconnu par le maire et le gouverneur de Phara. Mais Nicolás Oscalla se mit dans la tête d'y faire paître son troupeau et d'y construire une cabane. En début juillet 1981, il demanda à Saturno Larico d'occuper la cabane.

Le 5 juillet, de nuit, un groupe d'habitants de Cheqani vint mettre le feu à la cabane et administrer à Saturno Larico une sérieuse volée de coups de bâton. Les Oscalla-Larico-Casas déposèrent alors une plainte contre plusieurs habitants de Cheqani, accusés d'être des auteurs du méfait; mais ils se trompèrent de nom car ils n'avaient pu les identifier à cause de l'obscurité. Les habitants accusés ne répondirent donc pas à la demande de comparution du juge de paix.

C'est alors que commença à circuler dans la vallée le bruit que les habitants de Cheqani avaient tué Saturno Larico... et que celui-ci avait ressuscité. (Cette histoire de résurrection donnait de l'importance à l'intéressé, en tout état de cause.) Parallèlement prenait corps une campagne de diffamation et de menaces à l'encontre des habitants de Cheqani; on disait que c'étaient des gens dangereux, qu'il ne fallait pas les servir dans les magasins, qu'ils allaient recevoir une bonne correction...

#### (L'embuscade du 29 septembre)

Le juge de première instance de Sandia expédia au chef de poste de la garde civile de Limbani une notification de comparution à l'intention des

---

(1) En Amérique latine, les liens de parrainage ont l'importance des liens du sang (NdT).

autorités communales de Cheqani. Dans ces régions, c'est en effet la procédure de jurisprudence: quand surgit un problème dans une communauté, on convoque les autorités. Une telle façon d'agir peut sembler anodine. Elle ne l'est pas, car les autorités communales sont considérées comme les "meneurs"; de là à les incarcérer comme "délinquants", il n'y a qu'un pas. En réalité, c'est une mesure abusive d'intimidation de la communauté. C'est une facette supplémentaire de la répression contre le peuple: couper les têtes, laisser la masse sans leaders susceptibles de faire l'union et d'organiser les gens.

Le clan Oscalla-Larico-Casas parvint à s'assurer de la bienveillance du sergent de la garde civile du poste de Limbani. Celui-ci se résolut à satisfaire ses exigences en frappant la communauté de Cheqani.

Le 29 septembre, en la fête de la St-Michel, patron de Phara, les gens de Cheqani devaient passer par le col de Chirunsani pour aller à la fête et en revenir. Saturno Larico, son fils Elisban et un garde civil (on dit que c'était le sergent en personne) se saisirent de Simonsillo Larico, de Cheqani, le retinrent prisonnier après l'avoir ligoté et le firent parler. Ils agirent de même avec Mariano Yapó Apaza.

Connaissant l'emplacement des habitations et les autres détails, le sergent Ríos (Humer Ríos, d'après le journal El Correo du 9 octobre 1981) fit son plan: il se ferait accompagner de Nicolás Oscalla et de son relais politique (le manchot), de Saturno Larico et de son fils Elisban, d'Ignacio Casas et d'un certain Flores de la banque Minero de Limbani (que les gens de Limbani qualifient de "celui qui a accompagné le sergent"), quelques-uns d'entre eux mettraient des uniformes de policiers et pourraient même être dotés d'armes à feu; le groupe se rendrait alors à Cheqani de nuit; avec un peu de chance, vu la dispersion des habitations de Cheqani parmi les pâturages et les champs, et grâce au silence de la nuit, il serait facile de se saisir des autorités de Cheqani.

Ici, une question se pose: pourquoi et en vue de quoi ce scénario d'opérette? Un garde civil qui obéit sur mandat du juge doit agir à la lumière du jour. L'ordre du juge était une simple notification à comparaître; il ne s'agissait pas d'un mandat d'arrêt. Le plan nocturne du sergent Ríos relève de la séquestration montée par un malfaiteur. Et cela est pire s'il est accompagné de civils déguisés en policiers et armés pour tirer.

#### (L'opération du 3 octobre)

Dans l'après-midi du samedi 3 octobre, Elmer Chambi Sillo passait le col quand il fut arrêté, ligoté avec une corde et emmené pour désigner les maisons de Cheqani. La nuit venue, Luis Chahuara Condori, qui n'a rien d'un malfaiteur mais jouit au contraire de l'estime de tous, était en train de dormir tranquillement quand la porte de sa maison fut enfoncée. Quatre hommes armés de mitraillettes et de deux revolvers l'arrachèrent de son lit, le traînèrent dans la cour puis jusqu'à la sortie du village, en haut du cimetière, où ils le laissèrent ligoté, sous la garde de deux hommes. Quand il voulut crier et appeler au secours, ceux-ci lui mirent un bâton dans la bouche pour, ensuite, lui remplir la bouche de terre. Les responsables de l'enlèvement s'étaient barbouillé la figure et s'interpellaient: "Numéro un... Numéro deux...". Des coups de feu furent tirés. Les habitants entendirent les cris et les coups de feu. Le bruit se répandit: "Le village est attaqué!"

Les assaillants revinrent vers la place. Avec, à la main, des revolvers, des fouets et des bâtons, ils entrèrent dans la maison de Melchor Chambi, président du conseil d'administration. La famille se défendit. Une balle érafla la tête de Mme Viviana Yapo de Chambi. Son mari s'échappa. Les assaillants poursuivirent Dionisio Chahuara Sillo jusque dans la maison de Gabriel Mamani, se saisirent de lui, tirèrent des balles puis le laissèrent. La population se rassemblait sur la place. Quelqu'un monta au clocher. Il y eut de nouveaux tirs. Des cris se firent entendre. Puis les assaillants disparurent dans la nuit. Tout avait duré une demi-heure.

Voici les noms de ceux qui accompagnaient le sergent Ríos: Nicolás Oscalla et son relais politique, Vidal Huaquisto Apaza (le manchot), Saturno Larico et son fils Elisban, Julio Maza Aquino, un certain Flores de la banque Minero; et Cirilo Salga, originaire de Cheqani et résidant à Cullucachi, traître de son village. Plusieurs d'entre eux avaient reçu des armes du poste de garde civile de Limbani.

Les assaillants emmenèrent Luis Chahuara Condori, adjoint au gouverneur de Cheqani (2). Après qu'ils eurent franchi le pont, au fond de la vallée, le sergent lui déclara qu'il était en possession d'une notification du juge de Sandia. Personne, à Cheqani, n'en avait été mis au courant. Le prisonnier était ligoté, attaché à une corde que tenait Elisban Larico, tandis que Hilario Tupaq le harcelait. Les trois marchaient en tête, suivis par le sergent et les autres en arrière-garde.

Au bout d'un moment, les habitants de Cheqani décidèrent d'aller libérer l'adjoint du gouverneur. Ils rattrapèrent l'arrière garde au pont de Chilipia. Les habitants et les assaillants échangèrent des coups. Des coups de feu furent tirés. Quatre balles atteignirent Valentin Cuyuchi; Mme Cirila Calisaya de Salga reçut une balle dans le sein et s'écroula aussitôt, morte. Profitant de l'obscurité, le sergent et ses accompagnateurs se fondirent dans la montagne. Les habitants ramassèrent la morte et le blessé pour rentrer au village. A l'arrivée mourut Valentin Cuyuchi.

Le sergent prétend qu'il a reçu un coup de machette à la tête. Le jeudi 8 octobre, cinq jours après les faits, j'étais à Limbani et le sergent me montra sa "blessure". Le cuir chevelu était rasé sur une surface de 5 à 6 cm sur 4. Au milieu se voyait une égratignure sèche, aux bords parfaitement unis, sans trace d'hématome. Un coup de machette aurait fait un autre type de blessure. On se demande qui a fait et comment a été faite cette blessure au sergent Ríos.

Les habitants ne parvinrent pas à libérer l'adjoint du gouverneur. Ils avaient été attaqués de nuit par surprise. Ils n'étaient ni préparés ni organisés. Ils ont donné quelques coups, sans conséquences majeures. Ce qui montre bien leur faible capacité offensive. Et ce qui confirme que le sergent Ríos aurait pu transmettre l'ordre du juge sans recourir à une tactique aussi absurde. C'est un malheur pour le peuple péruvien que des individus aussi inconsistants aient la faculté d'utiliser des armes à feu et de se comporter comme s'ils avaient le droit de vie et de mort sur une population totalement désarmée et sans défense. C'est un comportement de lâches et d'assassins.

Le sergent Ríos doit répondre de la mort de Valentin Cuyuchi et de Cirila Calisaya de Salga. Mme Cirilla était une mère laborieuse et digne. Valen-

---

(2) Les gouverneurs dont il est question ici sont les autorités indigènes, parallèles aux autorités administratives de l'Etat (NdT).

tin Cuyuchi était un excellent homme, un citoyen respectable; il laisse une veuve et six enfants. Ces deux personnes sont mortes par la faute d'un fou sanguinaire déguisé en sergent de la garde civile.

(Les représailles continuent)

Luis Chahuara Condori arriva à l'aube dans la maison de Saturno Larico. Ils l'attachèrent avec une corde à un poteau. Saturno Larico, son fils Elisban, sa femme et sa fille s'exercèrent contre lui à coups de bâton, de pied et de poing.

Dans la matinée du dimanche 4, un garçon de dix ans (Pedro Luque Arhuiri) rencontra à Huch'uy Llanquere deux gardes civils en compagnie de Saturno Larico; ils lui demandèrent combien il y avait de morts et de blessés. Au cours de la même matinée deux gardes et cinq hommes ont été aperçus au col de Chirunsani.

Dans l'après-midi, Luis Chahuara Condori était emmené à Phara; il fut attaché à un arbre de la place avec de la cordelette d'agave et frappé. Le gouverneur, Gerardo Benito Tupaq, un homme de faible capacité mentale, l'enferma dans le cachot pour jouir de sa basse vengeance contre celui qui avait si peu donné de preuves de soumission. Et il le maintint au secret.

Ignacio Casas Chahuara conduisit l'infirmier chez Saturno Larico pour soigner la "blessure" du sergent Ríos. De là, l'infirmier entreprit de se rendre à Cheqani pour soigner les blessés par balle. Mais quand il vit le pont de Cheqani coupé, il en profita pour revenir à Phara. Pourtant, quelques jours plus tard, alors que ce pont était toujours coupé, quatre-vingts hommes allaient passer la rivière pour mettre à sac le village. En réalité l'infirmier de Phara n'était pas tellement soucieux de soigner les blessés.

La situation s'aggrava quand les Oscalla-Larico-sergent Ríos se concertèrent pour faire courir le bruit que le sergent avait disparu, perdu dans la montagne, comme s'il avait été enlevé ou assassiné par les habitants de Cheqani. Cette histoire de se perdre en montagne était difficile à accepter pour un adulte car, en ces lieux, même un enfant ne se perd pas. Quant à être enlevé ou assassiné, c'était de la pure affabulation pour s'attirer la commisération et, du coup, alarmer la population. Dans l'après-midi de ce dimanche 4 octobre, les employés de la banque Minero de Limbani répercutaient la nouvelle et demandaient l'aide de la police de Juliaca.

(La mise à sac de Cheqani)

Lundi 5 octobre - Le sergent ne réapparaît pas. La panique se répand dans la vallée: si le sergent a été tué, ce seront les représailles car on peut tout attendre des hommes cruels habituellement envoyés à titre de "forces spéciales". Un renfort de policiers quitte Juliaca sous les ordres du chef de la garde civile, Melquíades Nuñez. Le Père Francisco rencontre un groupe d'habitants de Limbani exaltés et montés contre les habitants de Cheqani. Le P. Francisco avait reçu des vêtements, de la nourriture et de l'argent de la femme de Luis Chahuara pour remettre à ce dernier; mais celui-ci est toujours au secret et le prêtre ne peut lui remettre le colis en mains propres. Le P. Francisco remet 1.500 soles au juge de paix de Phara, M. José Casas, à destination de Luis Chahuara. Mais l'argent n'est pas arrivé à son destinataire; le juge de paix doit donc répondre de cette somme.

Mardi 6 octobre - Les policiers sont arrivés à Limbani. Et le sergent n'a toujours pas réapparu. Sans plus d'enquête, le chef Melquíades Nuñez

de la garde civile convoque les gouverneurs et leurs adjoints. Il leur donne l'ordre de rassembler la population, surtout masculine: "Demain, mercredi 7, les hommes doivent aller à Cheqani pour aider les recherches autour du sergent Ríos." Les gouverneurs et leurs adjoints parcourent la vallée. Les habitants de Cheqani sont au courant de l'arrivée des renforts de police. Ils croient que le sergent a réellement disparu et ils savent qu'on les accuse d'en être les auteurs. La seule chose qui leur reste c'est de fuir, fuir dans la montagne avec tout ce qu'ils peuvent emporter.

Mercredi 7 octobre - A l'aube, des camions remplis d'hommes arrivent de Limbani; ils disent qu'ils vont "raser Cheqani". Il y a là les autorités du district, les policiers venus de Juliaca et équipés comme au combat. Ils vont à Cheqani... De Phara, de Toldogere, de Comunidad, de Cullucachi, les hommes font route vers la vallée. Ils vont à Cheqani...

Pauvres ignorants, utilisés comme des marionnettes pour un travail qui ne relève pas d'eux! "Où vas-tu, l'habitant?" : "- Chercher le sergent disparu"; "- J'y vais parce qu'on m'y emmène, et nous y allons tous"... Il y a eu deux morts à Cheqani; mais cela ne compte pas. Il y a eu trois blessés; mais personne ne s'en souvient. Et pour un sergent de la garde civile qu'on dit perdu, enlevé, assassiné, quelle mobilisation! Quel bruit! Est-ce que la vie d'un garde civil vaut plus que celle d'un péruvien ordinaire, courant, utile à sa patrie?

En réalité, malgré la menace d'une amende, tous les habitants n'ont pas répondu à l'appel. 30% d'entre eux se sont cachés et n'ont pas suivi l'ordre donné. "Pourquoi n'as-tu pas été à Cheqani?" : "- J'ai mon travail à faire et c'est pas les gardes civils qui m'aident"; "- Je n'ai rien contre les gens de Cheqani"; "- C'est un cas de police, j'ai rien à voir là-dedans." Les autres 70% ont obéi comme des moutons, de vrais imbéciles.

Le matin du mercredi 7 octobre, près du col de Chirunsani, le sergent Ríos, débordant de vie, se trouvait chez Saturno Larico. Le chef Nuñez aurait dû donner l'ordre: "Mission accomplie. Retournez chez vous". Mais l'ordre n'a pas été donné.

La horde des habitants continua sa marche.

A la porte de l'église, dans la dignité, attendaient les habitants de Cheqani, du moins ceux qui ne s'étaient pas enfuis. Ils furent brutalement enfermés dans l'église, femmes et enfants compris. Sans aucun respect du lieu et sans la moindre préoccupation pour les enfants, les policiers aux ordres du chef Nuñez et d'un sergent Larico donnèrent libre cours à leurs instincts sauvages: ils prirent Felix Quilla, chargé des soins de santé, pour le pendre par les pieds à une poutre et pour le frapper jusqu'à ce qu'ils se fatiguent. Ils firent subir le même traitement à Egidio Huanca, à Germán Sillo, à Celestino Quilla. En les frappant, ils criaient: "T'as fait des brochettes avec le sergent Ríos!" Ceux qui n'avaient pas d'enfants furent enfermés dans la chambre de Daniel Quilla et ils lançaient des grenades lacrymogènes par dessous la porte. Le chef Nuñez donna l'ordre de descendre les cloches de l'église "pour les emporter à Phara et à Limbani". Motif: "Les cloches servent à ameuter la population contre la police".

Chef Nuñez, qui êtes-vous pour disposer des cloches d'une église? Ignorez-vous que les cloches servent souvent à appeler aux réunions qui se font dans un village? Quand donc les policiers sont-ils venus à Cheqani, si ce n'est maintenant pour commettre des atrocités?

Le chef Nuñez n'écoute pas; il se jette sur la porte du magasin de Feliciano Arhuiri, la casse et jette tout dehors. Un soldat en uniforme de Huancasayani brise à coups de pierre la porte du magasin de Gil et emporte un magnétophone. La horde se précipite au pillage: les bouteilles de bière, de vin et de liqueur sont vidées par autant d'ivrognes. Les portes sont enfoncées, les fenêtres démolies. Tout est emporté, cassé ou rendu inutilisable: radios, couvertures, chaussures, pots, q'epifias, ch'arki, couverts, outils de culture, papier; sur des stocks de sucre ou de fève, on déverse du pétrole. Une fête sauvage, honteuse, lâche.

Habitant de Cheqani, combien cela t'a-t-il coûté pour avoir une porte!... Mère de tant d'enfants, comme cela te manque d'avoir du sucre, ou une couverture!...

Ils sont fils de mauvaise mère... ce directeur d'école qui entend équiper son établissement avec le matériel de l'école de Cheqani... ou cet autre instituteur qui, voyant une vingtaine de poules dans le coin d'une maison, leur tord le cou à toutes pour les mettre dans sa besace... ou comme l'infirmier qui, dans l'impossibilité de se charger de tout ce qu'il veut emporter, demande à un autre de l'aider à le mettre sur son dos. Ce qui est sûr, c'est que le dispensaire de Cheqani a été vidé...

Les gardes civils contemplent, la bouche ouverte, le zèle des pillards venus de Phara et de Limbani. Certains d'entre eux éprouvent de la répugnance à voir comment des gens peuvent ruiner d'autres gens, leurs frères; ils se disent même émus de rencontrer la veuve de Valentin Cuyuchi avec ses six enfants en bas âge, orphelins depuis le dimanche 4 octobre.

Le juge de paix de Limbani et le maire de Phara assistaient, avec un certain malaise, aux agissements de leurs administrés. Finalement, quelques gardes civils et quelques autorités réagirent: "On n'emporte rien d'ici!" Et une commission fut constituée pour inspecter les sacs; on en ouvrit quelques-uns et leurs propriétaires durent rendre ce qu'ils avaient volé. Mais beaucoup avaient réussi à prendre les devants ou s'arrangèrent pour s'échapper par un autre chemin. La mairie servit d'entrepôt pour les choses récupérées; certains jetèrent les affaires dans les jardins. Les habitants de Limbani reçurent une liste des dizaines de poules volées; comme quoi les policiers ne voulaient pas que se perde le bouillon de poule!

Six communautés (Phara, Toldoquere, Comunidad, Cullucachi, Limbani et Huancasayani) avec le soutien de la garde civile avaient agressé une communauté-soeur. Six contre un... comme des vautours. Une honte.

Sur le chemin du retour, le maire de Limbani, Erasmo Yucra, encourageait ses gens pendant le transport de la grosse cloche de Cheqani, qu'il a gardée en sa possession et dont il doit répondre. Le maire de Phara se dessaisit de l'autre cloche, laissée dans la maison de Saturno Larico qui a, lui aussi, à en répondre.

Les morts du dimanche 4 étaient restés exposés sur la place jusqu'à ce que le chef Nuñez les fit enterrer, sans certificat de décès ni permis d'enterrer du juge. Ainsi, on pourra dire qu'ils sont morts par les coups de bâton des habitants. Quant aux blessés (dont deux gravement), personne ne s'est souvenu d'eux. Et comme le dispensaire a été entièrement pillé, les blessés n'auront pour se soigner que les moyens du bord. Le chargé de soins, Felix Quilla, a été tellement torturé qu'il ne pouvait se risquer à un voyage à pied jusque Sandia pour rapporter des médicaments.

Voilà la relation des faits lamentables qui ont laissé le village de Cheqani endeuillé, abattu et démoralisé... par des frères de race et de baptême.

Après le pillage, le chef Nuñez et ses sbires emmenèrent prisonniers plusieurs habitants de Cheqani et aussi plusieurs jeunes filles pour déposition. Au poste de la garde civile de Limbani, certains furent torturés et quatre jeunes filles, dont on sait les noms, violées par les gardes civils. Au bas de leur déclaration, sur la feuille de papier, les prisonniers durent signer en laissant un espace blanc, de sorte qu'ensuite les gardes pouvaient ajouter ce qui leur convenait. On voit par là le peu de poids que peuvent avoir les déclarations extorquées par les gardes civils.

#### Par manière de réflexion

- Des habitants de Cheqani ont donné une correction à Saturno Larico Puma. C'était une faute. La violence engendre la violence. Il n'en est rien sorti de bon. Les habitants de Cheqani ont été châtiés. Mais le châtiment a été disproportionné: ceux de Cheqani se servaient de leurs poings, de leurs pieds et de leurs bâtons; la police a riposté avec des armes à feu, des grenades lacrymogènes, des tortures, des viols, des emprisonnements et des dépositions falsifiées. Il en est résulté des morts, des blessés et un village ruiné.

- Le litige était entre le clan Oscalla-Larico-Casas et la communauté de Cheqani. Il existe des moyens légaux pour régler ce genre de problème. Ceux qui sont intervenus: les policiers, leurs accompagnateurs le jour de l'attaque nocturne et les habitants des autres communautés ont manqué de discernement. Le sergent Ríos donne de lui-même une image ridicule en se laissant manipuler par le clan Oscalla-Larico-Casas. Le chef de la garde civile, Melquíades Nuñez, est un ingénu qui accorde du crédit aux mensonges véhiculés par la radio; c'est un inconsidéré qui met en marche une masse incontrôlable; et c'est un criminel qui permet les grenades, les viols, les tortures et le pillage d'un village innocent, tout cela qui n'a rien à voir avec la prétendue disparition d'un sergent. La violence engendre la violence: le terrorisme arbitraire de celui qui fait montre des forces répressives du gouvernement avec une telle irresponsabilité, allume la mèche d'un terrorisme populaire car le peuple péruvien n'a pas à supporter les actes arbitraires, les immoralités et le sadisme d'hommes en uniforme, des minus mentaux.

- Le sergent Humer Ríos doit répondre du fait d'avoir remis à des civils des uniformes et des armes pour une attaque de nuit contre les habitants de Cheqani, en violant les domiciles, en tuant deux habitants et en en blessant trois autres. Il doit répondre du faux bruit de sa disparition qui a eu des conséquences si désastreuses.

- Le chef de la garde civile, Melquíades Nuñez, a un sens critique peu développé: il a reçu sans vérification la rumeur alarmante de la disparition et de la mort du sergent; il a fait sienne l'animosité intéressée des autorités de Phara et de Limbani contre les habitants de Cheqani; et comme tant de personnes en uniforme, pour le malheur du peuple péruvien, il s'est mis du côté de ceux qui abusent et sont les plus forts. En apprenant que le sergent était en parfaite santé, il lui revenait de décider de mettre un point final à l'expédition qu'il avait montée à destination de Cheqani. On ne comprend pas pourquoi il a donné l'ordre de torturer, de violer, de lancer des grenades lacrymogènes; ni pourquoi il a permis le pillage, fait descendre les cloches du clocher, ordonné d'enterrer les morts sans certificat de décès, et abandonné les blessés.



## Pour l'avenir

L'affaire des pâturages de Qespiqalani doit être réglée le plus rapidement possible.

Cheqani doit être déclaré chef-lieu du nouveau district: son milieu écologique est très différent de celui de Phara; les distances sont grandes entre les deux agglomérations; les autorités de Phara ont eu une conduite indigne envers les habitants de Cheqani, au point de leur déclarer: "Vous, ceux de Cheqani, n'attendez aucune garantie de notre part!" Il faut mener à bien la création du district. Il est bon de rappeler que les habitants de Cheqani ont fait un travail énorme pour ouvrir la route qui mène à l'agglomération. Il ne manque plus que de dynamiter quelques rochers pour que la route soit ouverte au trafic. Le ministère des transports et des communications est invité à donner la dernière main à cette voie de pénétration vers Qhawichaña, Cheqani et Tiraca.

Le peuple péruvien veut grandir. Aucune croissance ne se fait sur la peur. Une répression arbitraire s'en prenant aux autorités que se donne le peuple aboutit à maintenir le peuple en état de prostration. Le peuple péruvien grandira dans l'union et l'amour.

Il est extrêmement triste de constater qu'il existe des militaires "simplement et hargneusement antipopulaires et corrompus". La police comme institution doit se rendre compte que certains de ses membres sont bien loin de cultiver le prestige de celle qui prétend être l'"Honorable garde civile du Pérou".

Tomber est grave. Plus grave encore serait de perdre la volonté de se relever et de rectifier la marche. Malgré tant de malveillances et tant de faux-pas, malgré les morts et les souffrances inutiles, nous devons nous retrouver entre Péruviens et entre baptisés sur le chemin d'une juste réparation des dommages causés et d'une réconciliation sincère.

La population de Cheqani attend des autorités qu'elles résolvent ses problèmes de terres (Qespiqalani), de route, de district; qu'elles rendent la justice, car Mme Cirila Calisaya et M. Valentin Cuyuchi ne peuvent pas être morts en vain; et qu'elles lui restituent ce qui a été volé. C'est stricte justice.

Ceci est une nouvelle édition du rapport  
sur les événements de Cheqani

Juillet-novembre 1981

Luis Dalle  
administrateur apostolique  
de la prélatrice d'Ayaviri

-----  
(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous  
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----  
Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441